

que, en 1940, le sénateur canadien William Duff (originaire de Carbonear) déclara que le Canada devait «étudier la possibilité d'attirer Terre-Neuve dans la Confédération.» Dans son journal, Mackenzie King consigna en 1941 la rencontre qu'il eut cette année-là à Hyde Park avec le Président des États-Unis, Franklin D. Roosevelt, notamment: «Il m'a dit qu'il croyait que le Canada devait prendre Terre-Neuve en charge . . . cela devrait arriver une fois la guerre terminée. J'ai répondu que j'étais d'accord; j'ai ajouté que Terre-Neuve ne faisait pas partie de la Confédération parce qu'elle constituait un fardeau, mais que nous devrions en faire un atout.»

Les six années de la Deuxième Guerre mondiale marquèrent et influencèrent les deux pays de façon permanente. La guerre se termina avec la défaite des puissances de l'axe, mais elle ne dissipa pas la crainte d'une menace militaire éventuelle. La défense de Terre-Neuve comme avant-poste de la défense nord-américaine demeura un sujet d'inquiétude important pour le Canada et les États-Unis.

Mil neuf cent quarante-six était déjà bien avancée et, sans savoir exactement si Terre-Neuve adhérerait jamais au Canada, le Gouvernement canadien élaborait soigneusement des arrangements de défense d'après-guerre pour protéger ses intérêts vitaux à Terre-Neuve. Néanmoins, l'idée de Confédération planait, faisant à la fois figure d'aimant politique et d'expédient capable de résoudre de nombreuses questions de défense. Cela ressort dans le mémorandum daté du 18 décembre 1944 et adressé par John E. Read, conseiller juridique auprès du ministère des Affaires extérieures à R. A. MacKay, alors conseiller spécial auprès du sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures.<sup>1</sup>

Selon J. E. Read, quoi qu'il advienne, le Labrador, Terre-Neuve et la Nouvelle-Écosse constituent les frontières stratégiques du Canada; il soutenait aussi que le Canada ne pouvait repousser une attaque terrestre, maritime et aérienne combinée sans ces territoires et que, tout comme les États-Unis s'interdisaient de laisser le Canada constituer une base prenable pour un

<sup>1</sup> Robert Alexander MacKay fut nommé conseiller spécial auprès du sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures en août 1943 et fut provisoirement maintenu en fonction à titre de conseiller spécial lorsqu'il retourna à l'Université de Dalhousie en 1946. On lui confia la Direction du Commonwealth en octobre 1947, et c'est à ce titre qu'il continua à diriger les affaires terre-neuviennes à l'échelon officiel jusqu'au moment de l'union en 1949.